

Montreal le 11 Septembre 1838.

Monsieur

devenir,

À mon arrivée d'Europe, j'écris de New-York à l'Honorable D. Daly, en sa qualité de Conseiller Exécutif, une lettre en date du 11 Juin, et dont je prends la liberté de vous envoyer copie.

M. Daly a soumis cette lettre, aussitôt sa réception, à Son Excellence le Gouverneur en Chef.

Je ne puis plus douter de l'existence du mandat d'arrestation auquel cette lettre a rapport, puisque vous m'avez avoué le fait vous même personnellement.

Le 23 Juin je suis arrivé en cette ville, et j'ignore pourquoi le Magistrat dont la conviction de son devoir sans doute lui a fait émaner ce mandat, ne l'a pas mis à exécution contre ma personne.

Vers la fin de Décembre dernier, Messieurs Leclerc & Donegani, deux juges à pair de cette ville, accompagnés du Grand Connetable, sont venus dans mon domicile faire une recherche de mes papiers, et ont emporté cinq lettres professionnelles reçues de mes clients dans l'exercice de ma profession, et parmi lesquelles je soupçonne même, s'en trouve une dont l'absence aujourd'hui prive mon client d'exercer une réclamation judiciaire contre ses débiteurs. Je ne sais si cette recherche et l'enlèvement de ces papiers a été faite en vertu du mandat auquel j'ai déjà fait allusion, ou en vertu d'un autre mandat.

Vers la fin du
Archives de la Ville de Montréal
Décembre

derrière, M^{me} La Montagne revenant
seule de Québec s'arrêta quelques
heures aux Trois-Rivières, où des
malles furent ouvertes et soumises
à l'inspection du Grand-Conciliabule
en vertu d'un mandat signé
par M^r Dickson, juge à pais
de ~~cette~~ même lieu.

Ce n'ai eu connaissance de tous
ces faits qu'^{depuis} ~~après~~ mon arrivée à
Londres.

Par ma lettre du 11 Juin, je
demande mon procès "n'importe
devant quel tribunal compétent."

Le terme de la Cour du Banc du
Roi, pour les matières criminelles,
vient de finir, et aucun procès
n'a eu lieu sur cette accusation
qui a ~~été~~ été le sujet de tant
de vexations.

Couronne, à son arrivée, Son Exal-
tence le Gouverneur en Chef s'est
fait remettre tous les mandats
de cette nature, avec les affidavits
de dépositions et les documents à
l'appui, se prend la liberté
de demander comme un acte
de justice que Son Excellence
veuille bien ordonner à l'officier
ou aux officiers publics qui
peuvent en être en possession, de
me remettre les cinq lettres en
question, et de me délivrer copies
de ces mandats qui me concernent,
ainsi que des dépositions, ou des
documents sur lesquels ils ont
pu être émis.

Je vous prie donc de remettre
à Son Excellence la demande
que je lui fais respectueusement par les présents.
N'ai l'honneur d'être
à L. Hon^{ble} Ch^{er} Butler
de. vob. L. H. L.